

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 1719

[S-C — 20238]

7 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux statuts administratif et pécuniaire des ingénieurs industriels et des architectes des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les échelles de traitement du personnel administratif du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu le protocole du 20 décembre 1993 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité du secteur IX;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 9 février 1993;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique donné le 2 février 1993;

Considérant qu'il convient d'adapter les statuts administratif et pécuniaire des membres du personnel des universités et faculté porteurs d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, ou d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions organiques

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel des universités et faculté et centre universitaires de la Communauté française qui sont porteurs, soit du titre d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, soit d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel délivré conformément à ladite loi, soit d'un diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

Art. 2. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé « 6^e Catégorie du personnel spécialisé », est remplacé :

Le grade « 11) Architecte en chef » par le grade « 11) Architecte principal en chef »;

en outre, les grades suivants sont insérés :

11 b) Architecte Directeur;

17 b) Ingénieur industriel;

17 c) Ingénieur industriel principal;

17 d) Ingénieur industriel en chef;

17 e) Ingénieur industriel en chef principal.

Art. 3. A l'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé « 6^e Catégorie du personnel spécialisé », et sous les titres :

Grades	A. Accès d'agents de l'Université	Conditions spéciales	B. Admissions au stage de candidats étrangers à l'Université Diplômes ou certificats pris en considération
Les points 9 à 11 sont remplacés par	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne 1		
9. Architecte			Diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 juillet 1977
10. Architecte principal	Architecte	a) promotion sans examen b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins	

Grades	A. Accès d'agents de l'Université	Conditions spéciales	B. Admissions au stage de candidats étrangers à l'Université Diplômes ou certificats pris en considération
11. Architecte Chef principal	Architecte principal	a) Promotion sans examen b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins	
Les points suivants sont insérés: 11b. Architecte directeur	Architecte principal en chef	a) promotion sans examen b) 9 ans d'ancienneté dans le niveau 1	
17b. Ingénieur industriel			Diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977
17c. Ingénieur industriel principal	Ingénieur industriel	a) promotion sans examen b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins	
17d. Ingénieur industriel en chef	Ingénieur industriel principal	a) promotion sans examen b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins	
17e. Ingénieur industriel en chef principal	Ingénieur industriel en chef	a) promotion sans examen b) 9 ans d'ancienneté dans le niveau 1	

Art. 4. A l'article 1er de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé « 6^e Catégorie du personnel spécialisé » :

— est remplacé :

le grade « 12^o Architecte en chef » par le grade « 12^o Architecte principal en chef » ;

— sont insérés les grades suivants :

« 12^o b Architecte directeur » ;

« 18^o b Ingénieur industriel » ;

« 18^o c Ingénieur industriel principal » ;

« 18^o d Ingénieur industriel en chef » ;

« 18^o e Ingénieur industriel en chef principal ».

CHAPITRE II. — Mesures transitoires

Art. 5. § 1er. Les membres du personnel en fonction à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et titulaires du grade d'architecte (rang 24) ou d'architecte principal (rang 25) sont nommés d'office au grade d'architecte (rang 10) avec conservation de la qualité qui est la leur à la date susvisée.

§ 2. Les agents en fonction à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et titulaires du grade d'architecte en chef sont nommés d'office au grade d'architecte principal (rang 11).

Art. 6. Pour l'architecte principal (rang 25), nommé architecte (rang 10) en vertu de l'article 5 § 1er, l'ancienneté de grade est censée avoir été acquise dans les grades d'architecte (rang 24) et d'architecte principal (rang 25), diminuée toutefois de la durée d'ancienneté exigée pour la promotion au grade d'architecte principal (rang 25).

L'ancienneté de grade ainsi acquise ne peut toutefois pas dépasser trois ans.

Art. 7. Pour l'ancien architecte en chef nommé au grade d'architecte principal, en vertu du présent arrêté, l'ancienneté de grade acquise dans le grade prémentionné est censée avoir été acquise dans le grade d'architecte principal.

Art. 8. Les membres du personnel en fonction à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et titulaires du grade de conducteur, d'ingénieur technicien, de conducteur principal ou d'ingénieur technicien principal et dont le diplôme a été assimilé à celui d'ingénieur industriel, sont nommés au grade d'ingénieur industriel avec conservation de la qualité qui est la leur à la date à laquelle le présent article leur est appliqué.

La nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date de l'assimilation de son diplôme.

Art. 9. Pour le conducteur principal ou l'ingénieur technicien principal, nommé ingénieur industriel en vertu de l'article 8, est censée avoir été acquise dans ce dernier grade l'ancienneté de grade acquise respectivement dans les grades de conducteur et de conducteur principal ou d'ingénieur technicien et d'ingénieur technicien principal, diminuée toutefois de la durée d'ancienneté exigée pour la promotion au grade de conducteur principal ou d'ingénieur technicien principal.

L'ancienneté de grade ainsi acquise ne peut toutefois pas dépasser trois ans.

Art. 10. Les agents en service à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et titulaires du grade de conducteur en chef ou d'ingénieur technicien en chef, dont le diplôme a été assimilé à celui d'ingénieur industriel, sont nommés d'office au grade d'ingénieur industriel principal.

L'ancienneté de grade acquise dans l'un des grades précités est censée avoir été acquise dans le grade d'ingénieur industriel principal.

Art. 11. L'échelle de traitement attachée aux grades d'ingénieur industriel et d'architecte, d'ingénieur industriel principal et d'architecte principal, d'ingénieur industriel en chef et d'architecte principal en chef, ainsi que d'ingénieur industriel en chef principal et d'architecte directeur, est la même que celle attachée, respectivement, aux grades d'ingénieur industriel, d'ingénieur industriel principal, d'ingénieur industriel en chef de service et d'ingénieur industriel directeur dont sont titulaires les membres du personnel des administrations de l'Etat.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1978.

L'article 5 ne peut toutefois pas rétroagir avant la date d'entrée en service de l'intéressé.

La date de prise d'effet de la nomination visée à l'article 8 ne peut être antérieure au 1er décembre 1978.

Art. 13. Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 1719

[S-C — 29238]

7 APRIL 1995. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het statuut en de bezoldigingsregeling van de industriële ingenieurs en de architecten bij de universiteiten, de faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1993 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de rijksuniversiteiten, inzonderheid op artikel 50, 3e lid, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de wetenschappen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het protocol van de onderhandeling in Sectorcomité IX d.d. 28 december 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de Begroting d.d. 9 februari 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met het Openbaar Ambt, d.d. 2 februari 1993;

Gelet op de noodzaak van de aanpassing van het statuut en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de universiteiten en faculteit, die houder zijn van een diploma van industrieel ingenieur of van architect, uitgereikt overeenkomstig de wetten d.d. 18 februari 1977 tot regeling van het hoger onderwijs, inz. het technisch of agrarisch hoger onderwijs van het lange type en tot regeling van het onderwijs in de bouwkunde;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Organieke bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van de universiteiten, de faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap, die respectievelijk houder zijn van het diploma van industrieel ingenieur of van architect, uitgereikt overeenkomstig voormelde wetten van 18 februari 1977.

Art. 2. In de tabel bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, onder het opschrift « 8^e Categorie gespecialiseerd personeel » wordt :

« 11) hoofdarchitect » vervangen door « Eerste hoofdarchitect »;

en worden de volgende graden ingevoegd :

11 b) Architect-directeur »;

17 b) industrieel ingenieur;

17 c) eerste industrieel ingenieur;

17 d) industrieel hoofdingenieur;

17 e) eerste hoofdingenieur.

Art. 3. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, worden onder « 8^e Categorie gespecialiseerd personeel » en de opschriften :

Graden	A. Toelating van personeelsleden van de universiteit	Bijzondere voorwaarden	B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren
De punten 9 tot en met 11 vervangen als volgt :	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerst kolom		In aanmerking komende diploma's en getuigschriften
9 Architect			Diploma van architect, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 juli 1977
10. Eerste architect	Architect	a) verhoging zonder examen b) 3 jaar graadsanciënniteit (ten minste)	

Graden	A. Toelating van personeelsleden van de universiteit	Bijzondere voorwaarden	B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren In aanmerking komende diploma's en getuigschriften
11. Eerste hoofd-architect en de volgende punten ingevoegd:	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerst kolom Eerste architect	a) bevordering zonder examen b) 3 jaar graadsanciënniteit (ten minste)	
11b. Architect-directeur	Eerste hoofd-architect	a) verhoging zonder examen b) ten minste 3 jaar graadsanciënniteit	
17b. Industrieel ingenieur	Industrieel ingenieur	a) verhoging zonder examen b) ten minste 3 jaar graadsanciënniteit	Diploma van industrieel ingenieur (wet van 18 februari 1977)
17c. Eerste industrieel ingenieur	Eerste industrieel ingenieur	a) verhoging zonder examen b) ten minste 3 jaar graadsanciënniteit	
17d. Industrieel hoofdingenieur	Industrieel hoofdingenieur	a) bevordering zonder examen b) 9 jaar anciënniteit in niveau 1	

Art. 4. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, wordt onder « 6^e Categorie gespecialiseerd personeel » « 12 hoofdarchitect » vervangen door « 12 Eerste hoofdarchitect » en worden de volgende graden ingevoegd :

- 12 b) Architect-directeur »;
- 18 b) industrieel ingenieur;
- 18 c) eerste industrieel ingenieur;
- 18 d) industrieel hoofdingenieur;
- 18 e) eerste hoofdingenieur.

HOOFDSTUK II. — Overgangsmaatregelen

Art. 5. § 1. De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en titularis zijn van de graad van architect (rang 24) of eerste architect (rang 25) worden van ambtswege benoemd tot architect (rang 10) met behoud van hun hoedanigheid op die datum.

§ 2. De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en titularis zijn van de graad van hoofdarchitect (rang 24) worden van ambtswege benoemd tot eerste architect (rang 11).

Art. 6. De eerste architect (rang 25) benoemd tot architect (rang 10) krachtens artikel 5, § 1 wordt geacht zijn graadsanciënniteit te hebben bekomen als architect (rang 24) en eerste architect (rang 25); ze wordt echter verminderd met de datum van de vereiste anciënniteit voor de bevordering tot eerste architect (rang 25). De aldus verworven graadsanciënniteit mag ten hoogste 3 jaar bedragen.

Art. 7. De hoofdarchitect, tot eerste architect benoemd krachtens die besluit, wordt geacht zijn graadsanciënniteit in voormelde graad verworven te hebben als eerste architect.

Art. 8. De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en titularis zijn van de graad van conducteur, technisch ingenieur, eerste conducteur of eerste technisch ingenieur en wier diploma gelijkgesteld is met dat van industrieel ingenieur, worden tot industrieel ingenieur benoemd met behoud van hun hoedanigheid op de datum waarop dit artikel op hen wordt toegepast. De benoeming gaat in op de 1e dag van de maand na de gelijkstelling van het diploma.

Art. 9. De eerste conducteur of eerste technisch ingenieur benoemd tot industrieel ingenieur krachtens artikel 8 wordt geacht de graadsanciënniteit in laatstgenoemde graad te hebben bekomen, die hij verworven had als conducteur en eerste conducteur of als (eerste) technisch ingenieur; ze wordt echter verminderd met de datum van de vereiste anciënniteit voor de bevordering tot eerste conducteur of eerste technisch ingenieur. De aldus verworven graadsanciënniteit mag ten hoogste 3 jaar bedragen.

Art. 10. De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* titularis zijn van de graad van hoofdconductor of technisch hoofdingenieur en wier diploma gelijkgesteld werd met dat van industrieel ingenieur, worden van ambtswege benoemd tot eerste industrieel ingenieur.

De in één van voormelde graden verworven anciënniteit wordt geacht verworven te zijn als eerste industrieel ingenieur.

Art. 11. De weddeschaal van industrieel ingenieur en architect, eerste industrieel ingenieur en eerste architect, industrieel hoofdingenieur en eerste hoofdarchitect, eerste industrieel hoofdingenieur en architect-directeur is dezelfde als de weddeschaal van, resp. industrieel ingenieur, eerste industrieel ingenieur, industrieel ingenieur-hoofd van dienst en industrieel ingenieur-directeur, waarvan personeelsleden van de rijksbesturen titularis zijn.

Art. 12. Dit besluit heeft op 1 december 1978 uitwerking.

Artikel 5 kan echter geen uitwerking hebben vóór de datum van indiensttreding van de betrokkene.

De in artikel 8 bedoelde benoeming kan niet vóór 1 december 1978 ingaan.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderwijs behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
M. LEBRUN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 1720

13 AVRIL 1995. — Ordonnance portant approbation de l'accord de coopération du 19 mai 1994 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à la politique hospitalière (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}

L'accord de coopération du 19 mai 1994 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à la politique hospitalière, dont le texte est annexé à la présente ordonnance, est approuvé.

Article 2

La présente ordonnance produit ses effets au 27 mai 1994.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 avril 1995.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,
D. HARMEL

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Documents du Conseil. — A-346/1 : Projet d'ordonnance. — A-346/2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 avril 1995.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 1720

13 APRIL 1995. — Ordonnantie houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 19 mei 1994 tussen de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het ziekenhuisbeleid (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Het bij deze ordonnantie gevoegde samenwerkingsakkoord van 19 mei 1994 tussen de Federale Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het ziekenhuisbeleid, wordt goedgekeurd.

Artikel 2

Deze ordonnantie treedt in werking op 27 mei 1994.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 april 1995.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,
D. GOSUIN

De Minister van Economie,
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,
D. HARMEL

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Documenten van de Raad. — A-346/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-346/2 : Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 april 1995.